



CHAMPS LIBRES DÉBATS

Ce jockey obèse qui sermonne son cheval

ENTREPRISE

■ L'entreprise reste-t-elle mal aimée en France, en dépit du ton d'abord conciliant de Manuel Valls ? Des faits incontestables permettent de l'affirmer, juge Xavier Fontanet, ancien président d'Essilor International. Pour tout arranger, de nombreux salariés ne perçoivent plus le sens de leur propre métier, s'inquiète Pierre-Yves Gomez, directeur de l'Institut français de gouvernement des entreprises. Seul un libéralisme assumé permettra à notre économie de sortir de l'ornière, plaide pour sa part Génération entreprise-Entrepreneurs associés.



XAVIER FONTANET

Il peut être démontré, à l'aide de faits irrécusables, que nos entreprises ne luttent pas à armes égales avec leurs concurrents étrangers, déplore l'ancien président d'Essilor International.*

Ce jockey obèse qui se

Ce ne sont pas les patrons qui ralentissent mais les entreprises qui souffrent. Pierre Gattaz ne fait qu'exprimer le problème croissant, parfois dramatique, que rencontrent nos entreprises - grandes, moyennes et petites. Les mots prononcés à son égard, le monde entier les a entendus. Or ce dernier a le même jugement que nos entrepreneurs ; pour preuve l'effondrement des investissements étrangers en France, la décroissance du PIB marchand et le déplacement de certains sièges. L'image que nous donnons est simple : la France est l'un des pays qui taxe le plus les entreprises, et, en plus, on passe son temps à leur taper dessus !

Mais il y a plus grave, on retrouve là une technique bien française qui consiste à diaboliser ceux qui s'expriment pour ne pas avoir à analyser ce qu'ils disent sur le fond. Or sur le fond les choses sont claires : nos entreprises sont moins rentables qu'ailleurs en Europe ; le taux de marge y est de 29 % quand, en Allemagne, il dépasse 40 %. On nous dit : « *les entrepreneurs français sont moins bons* », mais alors comment explique-t-on qu'il y ait tant de grandes entreprises françaises au top des

classements mondiaux ? Celles qui ont pu développer leur activité à l'étranger disent qu'à part de marché égale on gagne moins en France ; celles qui n'exportent pas n'en peuvent plus. L'exil des entrepreneurs s'accélère mais on n'a pas les chiffres alors qu'on compte à l'unité près les Français partis combattre en Syrie ! On ne regarde pas les faits en face, on cherche des boucs émissaires.

Le diagnostic ? Ce ne sont pas les graines qui sont mauvaises, c'est le terreau. D'abord les difficultés du licenciement freinent l'embauche ; ensuite, les charges et les normes plombent l'exploitation ; enfin, on n'a toujours pas compris que la croissance demande que l'on investisse et que, pour cela, il faut qu'il reste du profit après impôt. Il faut donc rétablir la légitimité du profit et baisser massivement l'IS. Le CICE, c'est bien, mais ce n'est qu'une partie du chemin et ça n'arrive pas assez vite.

Si nos impôts sont trop élevés, c'est que notre État est trop coûteux ; il est comme un jockey beaucoup trop lourd ; l'État (le jockey) représente 57 % du PIB, la sphère privée (le cheval) 43 % seulement. Nous avons donc, en France, un équipage où le jockey est d'à peu près 30 % plus lourd que son cheval. En Allemagne, c'est l'inverse. L'État pèse 45 % du PIB, il est donc de 20 % plus léger que sa monture ; 30 % de plus en France,



20 % de moins en Allemagne :
ça fait 50 % de différence!

Les jockeys qui gagnent l'Arc de triomphe sont des athlètes qui s'appliquent une discipline au moins aussi exigeante que celle qu'ils imposent à leurs chevaux ! Que l'État fasse de même et réduise drastiquement les dépenses publiques. On pense à la célèbre parabole de la paille et de la poutre...

Pauvre cheval, son cavalier l'écrase, la piste est embourbée, pleine de cailloux et de ronces, et, pour arranger les choses, des murs de broussailles surgissent à tout bout de champ. Quand on dit choc de simplification d'un côté et « *fiche de pénibilité à remplir sur dix critères* » de l'autre, qui croire ? La confiance, indispensable à la croissance, commence par la cohérence !

Que réclament les entreprises ? Tout simplement de pouvoir travailler ! À court terme, le marché du travail doit être rénové : il faut s'inspirer des Allemands : ils ont permis la flexibilité en inventant le CDI à durée hebdomadaire variable avec un fort intéressement, contrat que l'on voit à l'œuvre chez Volkswagen. La peur d'avoir à licencier a été tempérée par l'existence des CDD de 18 mois ; les minijobs, tant décriés, ont eu un succès énorme puisqu'ils viennent de dépasser les 9 millions ! On a pu ainsi lutter contre le travail au noir, remettre

tout le monde au travail, rendre les entreprises rentables... et remonter les taux horaires des CDD. Partout ailleurs qu'ici on a compris, comme en Allemagne, que tout le monde s'y retrouve (État, syndicats, employés) quand les entreprises marchent.

À moyen terme, seul le repositionnement des sphères sociales et régaliennes permettra de baisser leurs coûts ; les expériences réussies à l'étranger montrent que l'on peut réduire de 10 % à 12 % leur part dans le PIB en dix ans. À notre échelle, c'est de l'ordre de 20 milliards de baisse par an. « *Dans un monde concurrentiel, il faut être tous compétitifs* », disait déjà le Général : en vrai stratège, il avait compris que le monde avait changé. À l'époque, la sphère publique pesait 30 % du PIB !

Les manifestations des patrons sont un cri des entreprises. Il faut les écouter, ce sont elles qui assurent les emplois et sont susceptibles de faire la croissance du pays. Il y a là un appel à la sphère publique qui est en train de les étouffer. Le meilleur service que cette dernière peut rendre à la société est de se remettre en cause pour de bon. Si ce message est bien compris, alors les manifestations n'auront pas été vaines.

* *Auteur de Pourquoi pas nous ? (Les Belles Lettres/Fayard, 2014, 240 p., 14,90 €).*